

LA GRANDE RELEVÉ

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

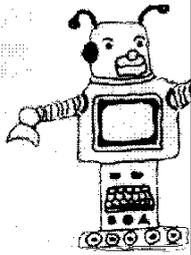


© 1991 BENSON—TACOMA MORNING NEWS-TRIBUNE

Si vis pacem, para bellum... ?

M 1669 - 900 - 11,00 F





Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN
Recherche et documentation :
René MARLIN
Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*
Impression : R. PERNEL

*
Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

* EDITORIAL

page 3 I-né-luc-ta-ble
par M.-L. DUBOIN

* ACTUALITES

page 6 De la crise à la catastrophe
par J. WEISS
page 7 Au fil des jours
par A. PRIME
page 8 Lu,vu,entendu

* REFLEXIONS

page 4 Question de vocabulaire
par J.-P. MON
page 9 Le nouveau projet socialiste
par A. PRIME
page 10 Immigration, exclusion
et insertion
par L.GILOT
page 11 Les intellectuels
par R. MARLIN

* TRIBUNE LIBRE

page 14 L'opinion face à la
crise du golfe
par P. HERDNER

* BLOC-NOTES page 12

* RESUME DE NOS THESES

page 16 **L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE**

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....110 FF
Abonnement d'essai (6mois)65 FF
Abonnement de soutien..... 155 FF
Abonnement de propagande :..... 5 n° mensuels.175 FF
.....10 n° mensuels 220 FF
Etranger.....140 FF
(Par avion nous consulter)

Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET

*
Ce journal ne survit que grâce à
la souscription permanente

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"

qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à
ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer
leur abonnement aux tarifs indiqués.

TELEPHONE

les mardi et jeudi, l'après-midi
(16) 1 30 71 58 04



MINITEL :

3614
code :

CHEZ *REIN

Pour votre propagande, une brochure à faire lire : **L'ECONOMIE LIBEREE**

par Marie-Louise DUBOIN

résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail simple, efficace,
facile à lire, court (60 pages), avec de nombreux graphiques. (22 F pièce, franco)

Pour votre réflexion personnelle, un roman :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'éco-
nomie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans
ses détails. (Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

Et deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :

KOU, L'AHURI et LES YEUX OUVERTS

publiés pour la première fois le premier dès 1934, le second en 1955, mais tous deux,
remarquablement, toujours d'actualité ! (65 F franco, chacun des deux volumes).

Tous ces ouvrages peuvent être commandés au journal.

I-NÉ-LUC-TA-BLE !

par Marie-Louise DUBOIN

J' ai été très émue, il y a quelques jours, d'entendre à la radio un ouvrier de Clermont-Ferrand qui vitupérait contre Michelin. Je ne peux le citer mot à mot, mais en gros, il disait ceci : *"Il y a trente ans que nous demandons à la Direction d'investir, trente ans que nous réclamons de meilleurs outils de travail, et trente ans que nous travaillons avec de vieux outils, sans aucune modernisation, dans des conditions déplorables, alors que nous avons prévu que cette politique d'inertie de Michelin nous menait au désastre"*. Quelle ignorance chez ce malheureux ! Comment peut-il ne pas avoir compris (à croire que pas un abondanciste n'a fait lire la Grande Relève aux ouvriers de Michelin) que si son patron avait investi il y a trente ans pour acheter des outils modernes, il y a au moins vingt-neuf ans que cet ouvrier et la plupart de ses collègues auraient été mis au chômage... Dans une usine de production, surtout du type des usines Michelin, toute modernisation consiste précisément à relever l'homme par la machine !

Impression opposée, à l'écoute d'une émission récente de l'excellente série *"La marche du siècle"*. La plupart des économistes et sociologues réunis sur le plateau (ou à distance dans le cas de l'Américain A. Toffler) par J.M. Cavada

reprenaient, sans peut-être s'en douter, une bonne part des analyses faites naguère par J. Duboin. Lui, que les économistes distingués considéraient autrefois avec un certain dédain, ne le reconnaissant pas des leurs parce que ses analyses les dépassaient, aurait été stupéfait de les entendre. Quel bonheur pour lui s'il avait pu voir qu'il est enfin suivi !

Ne désespérons donc pas, au contraire. Mais il faut redoubler d'efforts pour nous faire comprendre, à l'heure où le monde est obligé de constater la faillite des deux blocs qui s'opposaient. A l'Ouest, quelques entreprises florissantes offrent une éclatante démonstration de possibilités, mais elles prospèrent au détriment de plus des 3/4 de la planète, pillés, dépossédés et rejetés. Certaines de ces entreprises voient dans l'échec économique des pays de l'Est une occasion merveilleuse et inespérée d'investir pour s'en approprier le marché. C'est oublier d'abord que ces investissements auront pour effet immédiat de mettre au chômage et laisser sans ressources la plupart des anciens travailleurs. Nous avons encore reçu ce mois-ci un nouveau témoignage de ce qui se passe dans l'ex-RDA. Les entreprises qui vont remplacer les anciennes seront évidemment pourvues des plus récents perfectionne-

ments en matière d'informatique et d'automatisation. Elles seront encore plus productives que celles de l'Ouest, puisqu'elles seront plus modernes. Mais à qui vont-elles vendre si elles ne *"distribuent"* pas de salaires ? Et de quoi vivront tous les exclus ? Ces malheureux que le régime stalinien ont mutilés de tout esprit d'initiative et de responsabilité ne sont évidemment pas préparés à ces changements. Ils tombent de très haut, car l'économie stalinienne, bureaucratique, autoritaire et incompétente fonctionnait dans les conditions de rareté du siècle dernier mais ne générait pas de chômeurs.

Une belle bafouille

Le *"Canard enchaîné"* publie la photocopie d'une lettre de François Michelin à son personnel licencié (4900 dans le groupe, dont 2300 à Clermont-Ferrand) :

"...Que ceux qui hélas nous quitteront soient assurés de la reconnaissance de la Maison et comptent sur son aide. Je leur dis par avance : Soyez fiers du travail accompli ; gardez confiance en vous-mêmes..."

signé F. Michelin.

Pour la diffusion de la Grande Relève

Nous rappelons à nos lecteurs l'appel, lancé ici-même il y a deux mois, pour qu'ils nous aident efficacement à diffuser La Grande Relève, et ouvrir ainsi le débat au plus grand monde possible. Il s'agit de prendre la responsabilité de veiller à ce qu'un revendeur, choisi à votre convenance, assure une bonne mise en place de notre journal sur ses rayons. Il vous suffit pour cela d'en devenir un fidèle client, en y allant assez souvent, en le recommandant à des amis, éventuellement en l'intéressant à la vente, en bavardant, car nous sommes prêts à recommander dans nos colonnes les revendeurs qui feront un effort pour mieux vendre notre journal, trop souvent caché sous des revues plus faciles.

Envoyez-nous au préalable le nom et l'adresse exacte du revendeur que vous choisissez. Nous ferons le nécessaire auprès des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, seul organisme, à notre connaissance, se chargeant de la diffusion des périodiques, pour que ce revendeur reçoive régulièrement le journal.

Nous avons en tout et pour tout reçu, à ce jour, UNE SEULE réponse à cet appel !

Question de vocabulaire

par Jean-Pierre MON

Si nous avons souvent longuement débattu dans la Grande Relève des méfaits du capitalisme, nous n'avons, par contre, pas suffisamment analysé les causes de l'échec économique des pays de l'Est. C'est pour tous les distributeurs un problème important puisque l'économie distributive est une économie planifiée, comme l'était celle des pays dits socialistes. Faut-il donc renoncer à la planification ou devons nous imaginer une planification plus souple à divers niveaux? Jusqu'où doit-elle aller?

Il s'agit là de questions fondamentales auxquelles il faut que nous apportions une réponse qui n'est pas forcément simple. Nous aurons à en débattre longuement dans nos prochains numéros et les idées de tous les lecteurs seront, comme toujours, les bienvenues.

Dans ce type de problème, il est toujours utile d'essayer de dégager quelques lignes de conduite en analysant l'histoire économique.

On peut, me semble-t-il, comparer les économies de l'Est et de l'Ouest avec l'économie pré-industrielle dans laquelle coexistaient d'une part, des paysans dans leur village, vivant de façon presque autonome, en quasi-autarcie (le rêve des écologistes, quoi!) et d'autre part, une économie de marché et un capitalisme qui s'étendent inexorablement. On a là deux univers, deux modes de vie étrangers l'un à l'autre : le premier auquel nous assimilerons celui des pays de l'Est, victime de l'inertie et de la pesanteur, le second que nous identifierons à celui des pays de l'Ouest, caractérisé par le dynamisme et la croissance.

Comment expliquer que l'inertie se soit développée à un niveau intolérable dans les pays de l'Est ? Écoutons Braudel définir l'inertie (1): "*C'est le poids du quotidien, ce qui dans la vie nous prend en charge sans que nous le sachions, l'habitude — mieux, la routine —, mille gestes qui fleurissent, s'achèvent d'eux-même et vis à vis desquels*

nul n'a à prendre de décision, qui se passent, au vrai, hors de notre pleine conscience. Je crois l'humanité ensevelie dans le quotidien."

Je partage assez cette analyse. C'est cette inertie qui fait que la plupart des hommes politiques à qui nous envoyons nos réflexions ne réagissent pas de façon plus enthousiaste à nos propositions, accablés qu'ils sont par des tâches de gestion, incontournables, au jour le jour. (C'est pourquoi il faut qu'il y ait des hommes et des femmes qui aient le temps de "penser", de prendre du recul, dont c'est le métier, qui soient, en un mot, des "intellectuels", capables de faire passer leurs idées dans le grand public.)

C'est cette même inertie qui, si nous n'y prenions garde, nous guetterait en Économie Distributive car elle nous est naturelle ! Pour la contrer je ne vois que l'initiative et l'enthousiasme pour un projet (en économie capitaliste, le moteur c'est le profit. Et ce moteur fonctionne bien !)

Nous verrons dans nos prochains numéros comme susciter l'initiative et l'enthousiasme à l'aide de contrats.

J'ai utilisé dans ce qui précède un certain nombre de termes ou d'expressions tels que capitalisme, capital ou économie de marché, qui font habituellement dresser les cheveux sur la tête des distributeurs. C'est, néanmoins, tout à fait volontairement que je les ai utilisés car je pense qu'il faut adapter notre vocabulaire à l'actualité si nous voulons convaincre nos concitoyens de la réalité de l'économie distributive. Car, en France et dans de nombreux pays développés, l'économie distributive existe, certes de manière imparfaite, insuffisante, pour un nombre croissant d'individus : Ne sont-ils pas, en effet, les bénéficiaires d'un système distributif, les fonctionnaires et agents des secteurs nationalisés (astreints à un service social lourd) et plus généralement les retraités (dispensés de

tout service social), toujours plus nombreux (1 retraité pour 1 actif en 2010) ? N'en déplaise aux grincheux, l'économie distributive est possible puisqu'elle existe déjà, mais discrètement, dans un entourage considéré presque entièrement comme capitaliste. Chercher une transition est par conséquent inutile, sinon nuisible. C'est en tout cas une perte d'énergie qui pourrait trouver à s'employer plus utilement ailleurs, par exemple à montrer le progrès constant de l'économie distributive.

En effet, notre objectif doit être maintenant de faire admettre l'existence de l'économie distributive, afin qu'elle se développe et se généralise à la totalité de la population. Pour cela il ne faut plus, comme on l'a trop fait jusqu'ici, parler "notre" langue de bois. Ainsi les mots capital, marché ou banque ne doivent-ils pas être rejetés systématiquement de notre vocabulaire ou utilisés avec un sous-entendu péjoratif. Ils ont d'ailleurs souvent perdu leur sens initial qu'il est peut être bon de leur rendre. C'est ce que je vais essayer de faire en me référant largement à Braudel (1): "*Vous ne disciplinerez, vous ne définirez le mot capitalisme, pour le mettre au seul service de l'explication historique, que si vous l'encadrez sérieusement entre les deux mots qui le sous-tendent et lui donnent son sens : **capital** et **capitaliste**. Le **capital**, réalité tangible, masse de moyens aisément identifiables, sans fin à l'oeuvre ; le **capitaliste**, l'homme qui préside ou essaie de présider à l'insertion du capital dans l'incessant processus de production à quoi les sociétés sont toutes condamnées ; le **capitalisme**, c'est, en gros (mais en gros seulement), la façon dont est conduit, pour des fins peu altruistes d'ordinaire, ce jeu constant d'insertion.*

Le mot -clef, c'est le **capital**. Celui-ci dans les études des économistes a pris le sens appuyé de bien capital; il ne désigne pas seulement les accumulations d'argent, mais les résultats utilisables et utilisés de

tout travail antérieurement accompli: une maison est un capital ; du blé engrangé est un capital ; un navire, une route sont des capitaux... Mais un bien capital ne mérite son nom que s'il participe au processus renouvelé de la production : l'argent d'un trésor inemployé n'est plus un capital, de même une forêt inexploitée, etc. Cela dit, est-il une seule société, à notre connaissance qui n'ait accumulé, qui n'accumule des biens capitaux, qui ne les utilise régulièrement pour son travail et qui, par le travail, ne les reconstitue et les fasse fructifier ?"

Le capital, pris dans ce sens "d'accumulation de biens, de résultats utilisables et utilisés de tout travail antérieurement accompli" est indispensable à l'économie distributive. C'est lui qui justifie que nous ayons droit à un revenu garanti puisque nous sommes tous cohéritiers du fruit du travail des générations qui nous ont précédé. **L'économie distributive c'est donc aussi le capital !**

Venons-en maintenant à l'économie de marché. On peut facilement en distinguer deux types :

- le premier qui concerne les échanges quotidiens du marché (du village), les trafics locaux ou à courte distance ou encore les commerces à plus grande distance lorsqu'ils sont réguliers, prévisibles, routiniers, ouverts aux petits comme aux grands marchands. Dans un tel marché les échanges sont transparents : chacun en connaît à l'avance les tenants et les aboutissants et peut supputer à peu près les bénéfices, toujours mesurés. Le commerce qui s'y déroule est souvent sous le signe du troc, de la valeur d'usage.

- le deuxième, au contraire, fuit la transparence et le contrôle, il se fait dans une sphère de circulation de très grand rayon. C'est ce que les anglais appellent le marché privé (par opposition au marché public) et que Braudel qualifie de contre-marché parce qu'il cherche à se débarrasser des règles du marché traditionnel qu'il trouve paralysantes. Historiquement, ce type de marché apparaît à partir du moment où des

marchands itinérants, ramasseurs, collecteurs de marchandises vont voir les producteurs chez eux et achètent directement leurs produits. Il arrive même qu'ils les achètent en avance. Un simple billet signé à la ferme scelle le contrat. Ce type d'échange substitue aux conditions normales du marché collectif des transactions individuelles dont les termes varient arbitrairement selon la situation respective des intéressés. Il est évident qu'il s'agit d'échanges inégaux où la concurrence a peu de place, où le marchand dispose de deux avantages : il a rompu les relations entre le producteur et celui à qui est destiné finalement la marchandise et il dispose d'argent comptant (c'est son argument principal). Ainsi se constituent de longues chaînes marchandes entre production et consommation, efficaces, en particulier pour le ravitaillement des grandes villes. Plus les chaînes s'allongent et plus elles échappent aux règles et aux contrôles habituels, plus émerge clairement le processus capitaliste. Dans la vaste zone où il opère, il a la possibilité de choisir et il choisit ce qui maximise ses profits. Ainsi naît une économie essentiellement monétaire, réservée à un petit nombre.

En économie distributive, c'est évidemment le premier type de marché qu'il faut continuer à faire vivre pour orienter la production et la contrôler sans toutefois tomber dans les excès des anciennes économies des pays de l'Est, où même les marchés de proximité étaient très sévèrement réglementés, sans doute en application d'une phrase de Lénine qui disait que *"même en pays socialiste, la liberté, une fois rendue à un marché de village, pourrait reconstituer l'arbre entier du capitalisme."*

On a vu que ça n'a pas marché. Peut-être parce que, comme le dit Braudel (encore lui) : *"le capitalisme est forcément une réalité de l'ordre social, même une réalité de l'ordre politique, même une réalité de civilisation. Car il faut que, d'une certaine manière, la société toute entière en accepte plus ou moins consciemment les valeurs."*

Autrement dit, le capitalisme est

ancré dans la tête de la plupart des gens comme une nécessité, une fatalité naturelle. On voit bien ce qui se passe dans les pays de l'Est où, après quarante cinq ans d'économie planifiée (plus de soixante dix ans pour l'URSS, ou ce qu'il en reste), la première réaction des populations est de se jeter dans la spéculation la plus effrénée.

Qui plus est, le capitalisme connaît toutes les ruses. Sa caractéristique et sa force sont de pouvoir passer d'une ruse à une autre, d'une forme d'action à une autre, de changer dix fois ses batteries selon les circonstances de la conjoncture, tout en restant assez fidèle et assez semblable à lui-même.

Il ne faut pas pour autant désespérer de changer le monde car le capitalisme est le privilège d'un petit nombre de gens et que le grand nombre finit toujours par triompher; ensuite, parce que le capitalisme ne recouvre pas toute l'économie ni toute la société au travail.

Plutôt que d'aller à contre-courant, de heurter les gens de front en les attaquant sur ce qu'ils croient découler de l'ordre naturel, il faut les convaincre que l'économie distributive existe déjà et leur montrer les améliorations qu'elle apportera à leur vie de tous les jours, les progrès qu'elle fera faire à la protection de l'environnement, à la sauvegarde des ressources naturelles, si elle s'étend **progressivement** à tous les secteurs de la société.

On peut, pour cela, continuer à utiliser le vocabulaire auquel ils sont attachés, tout en gardant en mémoire, bien sûr, le vrai sens qu'il convient de donner aux mots "capital", "capitalisme", "marché" dont nous avons donné la définition dans ce numéro.

Je conclurai en proposant, à titre d'exemple, la définition : **"l'économie distributive, c'est le capital plus le contrat social"**.

Nous préciserons tout cela dans nos prochains numéros.

(1) "La dynamique du capitalisme", Flammarion, Champs, 1988.

DE LA CRISE A LA CATASTROPHE

par Johann WEISS

La crise profonde de l'Allemagne de l'Est a été décrite dans ces pages en janvier dernier. Depuis, la situation s'est aggravée d'une façon effrayante. La production industrielle et agricole a baissé de 50 %. La plupart des entreprises sont fermées. Le taux de chômage a atteint 50 %, ce qui, à ma connaissance, n'est encore jamais arrivé dans un pays industriel. Le gouvernement fait tout pour cacher l'étendue du chômage. Le chiffre officiel est de 800.000. Mais il y a 1,9 millions de travailleurs en principe à temps partiel, mais souvent sans travail. Il y a en plus 500.000 travailleurs mis en retraite anticipée et 600.000 en attente. On les a licenciés pour des raisons politiques (par exemple, parce qu'ils étaient membres du parti SED). Ce sont surtout des professeurs d'école, des juges, des journalistes, des fonctionnaires d'Etat qui sont ainsi frappés. Cela fait en tout 3,9 millions de sans travail. C'est énorme pour un petit pays qui avait 17 millions d'habitants. Et les conséquences morales en sont épouvantables parce que personne n'était habitué au chômage. Il n'y avait pas un seul chômeur pendant les 40 années de la RDA, qui au contraire manquait de main-d'oeuvre, plusieurs centaines de milliers de places étant vacantes. Evidemment, l'économie de la RDA n'avait pas la même productivité que l'économie capitaliste, mais elle fonctionnait et donnait à chaque citoyen du travail et la sécurité sociale. Avec une production de 500 milliards de marks, la RDA se situait à la 9ème place. Maintenant des millions de gens se retrouvent sans rien. Un désespoir noir règne dans les villes et les familles. Les pompes funèbres n'arrivent pas à enterrer tous les suicidés. On maudit l'annexion de la RDA.

Comment cet effondrement d'une économie nationale pouvait-il se réaliser en quelques mois, depuis le premier juillet 1990, après l'union monétaire des deux Allemagnes ? Le gouvernement de Bonn voulait instituer l'économie de marché à toute vitesse. Toutes les entreprises socialistes industrielles, agricoles, commerciales

devaient être privatisées. Une société fiduciaire sous contrôle du Ministère des Finances fut créée pour réaliser cette grande transaction. Quand on pense qu'il y avait en RDA 12.000 entreprises industrielles d'une valeur d'environ un milliard de marks, on peut se douter des truquages qui se sont produits, qui se produisent chaque jour, pour réaliser ces privatisations.

Le personnel de cette société fiduciaire se compose de représentants de monopoles ouest-allemands qui, évidemment agissent sur les ordres de leurs groupements. Mille personnes travaillent au siège de cette société, à Berlin, autant dans ses filiales des cinq provinces de l'Allemagne de l'Est. Cet organisme sinistre est le véritable gouvernement de l'Allemagne de l'Est, c'est lui qui ordonne l'arrêt de la production de milliers d'entreprises pour qu'elles fassent faillite et qu'elles soient rachetées, pour rien, par des capitalistes ouest-allemands. C'est elle qui est responsable de l'anéantissement de l'économie Est-allemande, et ainsi coupable d'avoir mis tout un peuple dans une misère noire. Plus tard, quand on écrira l'Histoire, on apprendra que cette société fiduciaire était la plus grande mafia, le plus grand truquage, et qu'elle fit les plus grandes manoeuvres spéculatives et frauduleuses de tous les temps.

Le fait est que les institutions publiques n'ont pas d'argent. Les communes n'ont pas d'argent, les ministères n'ont pas d'argent, les écoles n'ont pas d'argent, les entreprises ne peuvent pas payer les salaires. Mes voisins retraités n'ont pas encore reçu leur retraite pour le mois de mars, aujourd'hui 12 mars alors que celle-ci a été payée régulièrement pendant les 40 ans de la RDA. L'hôpital territorial a dû emprunter à 16 % d'intérêt pour payer les salaires. Dans plusieurs villes, l'allocation de chômage n'a pas été payée depuis des mois. Tout le système financier du pays est en désordre parce que le gouvernement de Bonn ne s'est pas rendu compte que les recettes publiques de la RDA étaient

organisées tout à fait différemment : 90 % des recettes publiques provenaient des profits des entreprises socialistes. Les impôts ne représentaient que 7 % des recettes publiques. Comme maintenant la plupart des entreprises sont en faillite, il n'y a plus de profits, donc plus d'argent dans la caisse publique. Et le système des impôts ne fonctionne pas encore, alors Bonn peut verser des milliards à l'Est, c'est un trou sans fond.

Cet argent que Bonn verse à l'Est rentre immédiatement en Allemagne de l'Ouest. En effet, toutes les marchandises vendues à l'Est viennent de l'Ouest. Tout le commerce est entre les mains des grandes chaînes commerciales de l'Ouest. L'industrie ouest-allemande a trouvé un grand débouché en RDA. Tandis que le gouvernement de Bonn fait croire à ses citoyens qu'ils font des sacrifices énormes pour l'Est, c'est une immense affaire pour les capitalistes ouest-allemands. Les deux parties allemandes évoluent en sens tout à fait opposés : tandis qu'à l'Ouest, le chômage baisse, il augmente à l'Est. Tandis que l'économie ouest-allemande a une conjoncture fantastique, l'économie est-allemande est écrasée. L'avenir est sombre. L'exode vers l'Allemagne de l'Ouest continue. Depuis l'union monétaire du 1er juillet 1990, 110.000 personnes sont allées en Allemagne de l'Ouest. Et ça continue. On a cru qu'après une période difficile, l'économie et le pouvoir d'achat de l'Allemagne de l'Est atteindraient le niveau de l'Ouest. Ce sera plus difficile. Le pillage de la RDA apporte des avantages momentanés à la RFA, mais en fin de compte, la suppression de la RDA met aussi en danger l'économie de l'Ouest. Les capitalistes ouest-allemands se sont montrés incapables de réorganiser et d'intégrer l'économie de la RDA sur une base sociale. La course au profit a tout gâché. Une politique de marché ne peut pas résoudre une tâche aussi grande, il faut des Plans. Dans un avenir prochain, il risque d'y avoir de graves conflits sociaux dans toute l'Allemagne.

IL Y A GOLFE ET GOLF

Les masques tombent et certains chefs d'Etat montrent leur vrai visage : celui de la plus infâme hypocrisie. La défense du droit ? Le droit du pétrole, c'est maintenant clair. Bush laisse massacrer les Chiïtes et les Kurdes, y compris avec des hélicoptères qui arrosent les combattants de napalm et de phosphore.

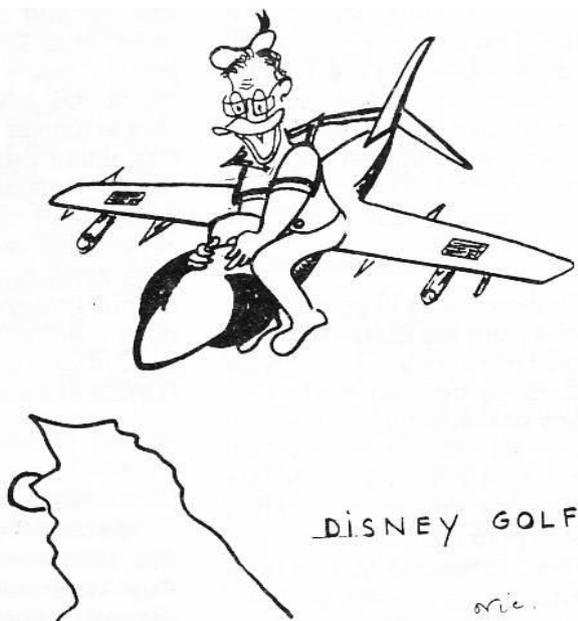
Le Monde du 5 avril écrit : "Les images abondamment diffusées ici à la télévision montrant le président Bush jouant au golf ou participant à une partie de pêche ont choqué l'opinion. M. Major se trouvait au même moment à la campagne et commençait à subir des critiques comparables."

Or, les hélicoptères, comme les avions, étaient, dans le protocole des accords de cessez-le-feu, interdits de vol. Pourquoi Bush et son complice britannique laissent-ils faire ?

En ce qui concerne les Chiïtes, pas question qu'ils prennent le pouvoir en Irak. Saoudiens et Koweïtiens, bailleurs de fonds des mercenaires anglo-saxons, n'ont pas envie de voir l'intégrisme à leur porte. Tout - y compris Saddam Hussein, comme

de nombreux journalistes et hommes politiques n'hésitent plus à le laisser entendre - plutôt que les Chiïtes. L'Irak, c'est déjà trop !

En ce qui concerne les Kurdes, ils sont 15 à 18 millions dispersés dans cinq pays (Iran, Irak, Turquie, Syrie, URSS) par les découpages des puissances occidentales après la guerre 14-18 (1). En Irak, ils sont 3 à 4 millions. Or, la Turquie, qui a



vendu son âme aux Etats-Unis en les autorisant à utiliser leurs bases pendant la guerre du Golfe, compte 6 à 8 millions de Kurdes et elle craint des troubles, voire des révoltes au sein de ses propres populations kurdes. Alors Bush ne veut pas les contrarier. Qu'importe si les Kurdes d'Irak, déjà massacrés (y compris avec des armes chi-

miques) en 1988, le sont une deuxième fois ! Or, c'est la coalition anti-Saddam qui les a encouragés à la révolte.

Et que Bush s'abrite derrière la "non-intervention dans les affaires intérieures d'un pays" est un comble d'hypocrisie : au Panama, c'était quoi ? Et à la Grenade ? Et au Vietnam ?

— —
(1) Le traité de Sèvres, en 1920, prévoyait la création d'un Etat indépendant du Kurdistan; mais il ne fut jamais ratifié.

IL Y A PROGRES ET PROGRES

D'un côté avec des armes de plus en plus perfectionnées, qui ont coûté des milliards à mettre au point et à fabriquer, on vient de massacrer des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, et autant ou plus seront estropiés à vie ; d'un autre côté, des chercheurs, des médecins qui souvent ne disposent que de moyens réduits où même font appel à la charité, greffent des coeurs, des reins, des prothèses, etc... Il est émouvant d'entendre à la radio (France-Inter le 4 avril) que des êtres ainsi "sauvés" et "réparés" vont faire à pied la course Paris-Chambéry, soit 700 kms. Pouvoir courir 700 kms avec le coeur d'un autre, quelle merveilleuse victoire de la science, comme nous l'entendons, nous, distributistes ! Tuer ou rendre infirmes des milliers de bien-portants, quel détournement honteux de la science, comme nous le dénonçons sans relâche !

CHERE TÉLÉVISION

1,5 milliards de francs pour les chaînes publiques. Sans écarter la possibilité de fautes de gestion, il faut analyser d'où vient le mal profond. Nous avons en son temps signalé dans la G.R. les salaires exorbitants qu'avait offerts sur la Cinq Hersant lorsque TF1 fut privatisée : 200 à 250.000 frs/mois, d'où la ruée des stars de TF1 sur la Cinq. Ils déchantèrent vite (1) et Hersant creusa un véritable gouffre financier. Mais entretemps, les nouveaux dirigeants de TF1, affolés par la fuite des vedettes plutôt que des cerveaux, offrirent à ceux qui n'avaient pas encore quitté la chaîne des salaires similaires : PPDA, Anne Sinclair, etc... (2). Mais il n'y a pas que les frais correspondant aux salaires des stars. Ainsi, Hervé Bourges signalait sur France-Inter, le 4 avril, que les droits pour les matchs de foot, par exemple, étaient passés de 4 millions l'an à 45 millions. Du délire ! S'agissant de la redevance, il précisait qu'une partie était "utilisée" pour des dépenses sociales. Ça rappelle le détournement des recettes de la vignette auto, au départ destinée aux personnes âgées nécessiteuses. C'est donc la pression des chaînes privées (3) qui est en partie responsable du "mal" des chaînes publiques qui devraient être les meilleures. Solution : Supprimer la pub ? Une redevance plus forte avec l'assurance de programmes de qualité ? Plus de course à l'audimat ? Aide de l'Etat ? Le tout à la fois peut-être. A condition d'avoir les meilleurs programmes. Un point est sûr : elles ne doivent pas disparaître.

A. P.

(1) La plupart furent réembauchés sur TF1.

(2) L'Observateur publia les salaires précis sans être démenti.

(3) Sur les chaînes publiques, les salaires sont inférieurs mais ont dû suivre en partie : pour mémoire, le retour de Christine Ockrent à 120.000 frs/mois qui déclencha une grève. Elle transigea à 80.000 F/ mois.

Boum et boom !

Guerre du Golfe et pétrole en parfaite symbiose : en 1990, Total a réalisé 4 milliards de bénéfices contre 2,2 en 1989 ; Efl, 10 contre 7,5. De même pour toutes les Compagnies.

Déjà, il y a 2000 ans !

"Là où ils ont fait un désert, ils disent qu'ils ont apporté "la paix".

(Tacite dans "La vie d'Agricola" cité par le Canard enchaîné)

Les beautés du libéralisme

"52 % des Français estiment que les inégalités sociales se sont accrues depuis dix ans", c'est-à-dire depuis que les socialistes sont au pouvoir."

(Sondage CSA, 11 et 12 mars 1991)

Bull

6,7 milliards de francs de pertes en 1990. L'Etat va payer. Le PDG restera sans doute en place, avec quel salaire ? 6,7 milliards, c'est plus que le coût total du RMI.

Chômage

Alors que la durée moyenne du chômage était d'un peu moins de 150 jours en 1979, elle s'élève à près de 380 en 1989.

(d'après Le Monde Diplomatique, mars 1991)

La dérèglementation

chère à M. Reagan porte ses fruits... amers. Les 13 premières compagnies aériennes des Etats-Unis ont vu leurs bénéfices passer de 1,8 milliards de dollars en 1988 à 81 millions en 1989... et à 2 milliards de pertes en 1990. Trois sociétés seulement tirent leur épingle du jeu. La Eastern Airlines - aujourd'hui disparue - était allée, pour freiner son déclin, jusqu'à falsifier les documents de bord pour espacer les visites d'entretien. La dérèglementation aboutissait à mettre en danger de mort la vie des passagers. Libéralisme !

(d'après le Monde Diplomatique, mars 1991)

Michelin : 4900 licenciements en France

Premier fabricant mondial de pneumatiques, Michelin annonce 4900 suppressions d'emplois, soit 13 %

des effectifs.

C'est le cinquième "*plan social*" (quel euphémisme, même si c'est l'expression consacrée !) depuis 1983. Depuis cette date, près d'un emploi sur deux a été supprimé. Or Michelin n'a pas diminué sa production pour autant : c'est une preuve de plus - si besoin était - qu'en régime capitaliste, l'augmentation de la productivité se traduit par des suppressions d'emplois. Michelin a beau jeu d'invoquer la récession dans l'automobile. Ce n'est qu'un aspect secondaire. Le groupe prévoit en outre des réductions d'effectifs en Espagne (2000), en Angleterre (800), aux Etats-Unis (2830) où Michelin a racheté récemment Uni Royal.

Les dividendes de la guerre du Golfe pour les Etats-Unis

Les Etats-Unis vont livrer à l'Egypte 46 avions de combat F 16. Les Egyptiens possèdent déjà 70 exemplaires de ce modèle. Montant du contrat : 1,54 milliards de dollars (9,7 milliards de francs). Belles retombées pour General Dynamics ! *Ce contrat*, indique le Monde du 4 avril, *explique les craintes de nombreux exportateurs d'armes, parmi lesquels les Français, que les Etats-Unis ne reçoivent ainsi les "dividendes" de leur intervention militaire au Moyen-Orient.* Rappelons que l'Egypte doit importer 70 % de sa nourriture, ce qui pour tout esprit sensé, paraît plus urgent que les armes !

Agir au présent

Il ne faut faire revivre le passé que pour mieux construire l'avenir.

Alors oeuvrons dans le présent. Seul celui-ci est positif pour construire un monde de Paix !

Albert Chantraine

La haine des Juifs est contraire au Coran

Selon André Chouraqui, islamologue et traducteur du Coran, il est faux de prétendre comme le font les dictateurs arabes que la religion musulmane prescrit la lutte contre Israël. *"Quel mensonge, écrit-il dans le Figaro, au regard du Coran ! Cinq fois, il y est dit qu'Israël est un peuple privilégié par Allah. Cinq fois, un lien est tissé entre Allah, Israël et la Terre Sainte. Le Coran prévoit même le retour en masse des foules juives dispersées à travers le monde."*

Cet auteur propose d'unir la Jordanie, la Palestine et Israël en une association du type Benelux, susceptible de devenir ultérieurement *"une confédération régionale, elle-même intégrée dans une entité euro-méditerranéenne qui serait soutenue par l'Europe nouvelle, l'URSS et les Etats-Unis."*

P.H.

"Cinq à sept millions de chômeurs en l'an 2005 ?

Des hommes comme André Gorz, Guy Aznar ou Guy Roustand nous placent devant cette donnée, presque d'évidence, qu'une diminution annuelle de l'ordre de 2% des besoins de l'économie en emplois, par suite principalement de la substitution inexorable des machines aux hommes, pourrait se traduire, en 2010, par un rapport d'un actif pour deux inactifs, et par une fracture du monde du travail en trois groupes : un noyau dur de 25% d'emplois stables à plein temps, une première couronne d'emplois semi-stables... et une seconde couronne de travailleurs précaires ou chômeurs...

Ensuite, un grand nombre d'emplois créés dans les services ne sont que des "petits boulots"... Mais pourra-t-on s'accommoder longtemps de la prolifération des "nouveaux serveurs, des nouveaux valets", ainsi que les nomme A. Gorz, qui représentent aujourd'hui 14 % de la population active des Etats-Unis" ?.

Jacques Le Goff

(Ouest-France, 12-4-91, Transmis par P.C., Montigné)

LE NOUVEAU PROJET SOCIALISTE

par André PRIME

“Projet pour la France de l’an 2000” : un titre qui semble ouvrir de larges horizons.

En dix ans de gouvernement, pratiquement rien n’a été appliqué du projet révolutionnaire des années 80 intitulé “Projet socialiste : pour la France des années 80”. Ce projet était essentiellement l’oeuvre du courant Cérés-Chevènement, catalogué aile gauche du Parti. La “culture de gouvernement”, comme aiment à dire les socialistes d’aujourd’hui, leur a montré que leurs projets sociaux et socialistes étaient irréalistes : alibi hypocrite pour tenter de faire oublier la parfaite gestion de la société capitaliste par les divers gouvernements socialistes.

Michel Charzat - du courant “Socialisme et République” (ex Cérés) - est chargé de la mise au point du nouveau projet socialiste. Dans le Monde du 3 avril, il s’est expliqué longuement : “Le “projet pour la France de l’an 2000” se présente comme une chose à construire. Il s’inspirera de la consultation, en cours, des représentants de la pensée contemporaine en France et dans le monde. Il s’enrichira des enseignements tirés au cours de milliers de rencontres avec les Français. L’ambition est d’ouvrir l’éventail des possibles.”

Dès que nous avons eu connaissance du Projet par la presse, nous avons adressé à M. Charzat (1) la brochure de M.L. Duboin “l’Economie libérée”. Il nous a remercié de quelques lignes pour cet envoi, mais ne nous a pas convié à discuter avec lui, comme il l’a fait avec Anicet Lepors par exemple. Récemment, nous lui avons fait tenir la brochure “Un socialisme à visage humain”.

La suite de l’article de M. Charzat n’est pas très éclairante, ni très enthousiasmante ; après toutes les consultations qu’il a eues, c’est inquiétant. Voici quelques extraits : “... Pour mobiliser et entraîner, les socialistes devront, d’abord, se rassembler sur des idées, être porteurs

d’une stratégie de l’audace tranquille, en proposant, à la fois, de grandes ambitions collectives et des réformes pratiques... Dix ans après avoir réussi à conjurer la malédiction de l’exercice du pouvoir, les socialistes sont invités à redéfinir leurs grilles d’analyses et leur système d’action...”. Et pourtant : “ Au lendemain du naufrage des utopies révolutionnaires, la pensée progressiste doit admettre que certaines questions n’ont pas de réponses évidentes ou définitives. Dès lors, la démocratie, comme vecteur de l’espérance socialiste, ne peut s’instituer que par l’acceptation d’une interrogation active et sans fin sur les formes de l’égalité et les normes de la justice. Aussi le Projet socialiste devrait-il faire de la délibération politique, de la citoyenneté, l’idée-force d’une méthode démocratique éclairée par l’éthique de la responsabilité et la recherche de la vérité.”

Ouf ! si après cela, on ne voit pas clair, c’est que nous ne sommes pas des intellectuels !

“Revenus aux sources d’un réformisme conséquent, pour lequel le chemin et le but ne font qu’un... c’est dans un espace public de délibération, dans une société repolitisée, que les défis pourront être relevés, la démocratie, revivifiée, et la République, conquérante.”

Guère plus éclairant ! Où trouve-t-on une analyse économique, sociale, culturelle, dans tout cela ?

Vu sous cet angle, on peut douter que le nouveau projet redonne du coeur et de l’espoir aux militants - et électeurs - démobilisés quand ils ne sont pas démoralisés.

Plus près de la base, un secrétaire fédéral, par ailleurs député, a adressé à ses militants une lettre dont nous extrayons ces lignes :

“ Mais que reste-t-il hors de nos proches amis, de la convivialité et de l’envie d’être et d’agir ensemble ? En quoi nos courants sont-ils de pensée dès lors qu’ils n’auraient pour seul objectif que la prise de contrôle de l’appareil ou la promo-

tion d’un leader ? Je fais sourire et tandis que je devise aimablement, les “machines” se perfectionnent dont le but est moins le rayonnement du socialisme et de son parti que l’élargissement de son pré-carré interne ! Nous portons tous une part de responsabilité dans ce constat. Il n’est pas trop tard pour stopper tout cela. Allons-nous, au-delà de l’enjeu un peu morbide de la succession de François Mitterrand, qui semble en pleine forme, et de celui on ne peut plus politicien du remplacement de Michel Rocard, ouvrir les fenêtres, parler d’autre chose, s’oxygéner la tête et le coeur, peut-être les idées ?”

Et il conclut sur une note d’espérance dans le nouveau projet : “ Bien entendu le projet socialiste pour l’an 2000 peut nous permettre de tracer un nouvel horizon pour la France et le socialisme de demain.”

Nous avons aussi une autre lettre d’un député-maire à ses militants : elle est plus constructive. Dans un article intitulé : “Un projet socialiste pour l’an 2000”, on peut lire : “Relever les nouveaux défis qui émergent à l’horizon de l’an 2000. Eclairer le présent en dessinant l’avenir. Retrouver des repères pour tracer un nouvel horizon pour la France et le socialisme de demain... Il s’agit pour nous de vaincre des habitudes et des pesanteurs pour privilégier la participation du plus grand nombre et l’expression collective. Idées, réflexions, propositions, dans leur diversité, seront les bienvenues... Agir pour l’égalité, la justice, les libertés, libérer la société de la dictature de l’économique, s’opposer à l’extension des rapports marchands dans la totalité de la vie sociale, préserver des secteurs qu’ils ne doivent pas dominer : la culture, l’éducation nationale, la santé, la politique... C’est là notre aspiration à une civilisation du temps libre, vieille utopie du mouvement ouvrier et que la nouvelle révolution industrielle place enfin à portée de main.” Inutile de préciser que nous avons

envoyé à chacun nos "documents de réflexions et nos solutions". Certains lecteurs sont membres du PS. A eux - et aux autres - d'éclairer, de harceler leurs députés, secrétaires fédéraux, secrétaires de sections pour qu'ils tiennent compte de nos idées.

Nous relancerons nous-mêmes Michel Charzat. C'est le moment de faire pression sur ceux qui - du moins ils le proclament - défendent le socialisme. La brochure "Un

socialisme à visage humain" sera remise à tous les députés et sénateurs socialistes et communistes.

— — —

(1) ainsi qu'à Pierre Mauroy. Voici sa réponse :

"Comme de nombreux camarades, vous vous interrogez sur le devenir du socialisme français. Nous sommes aujourd'hui dans une période de réflexions après l'effondrement du socialisme des pays de l'Est alors que nous avons chaque jour la confirmation des dangers et des limites que repré-

sente le système libéral.

Il nous faut tracer notre propre voie en tenant compte de notre expérience et de celle de nos voisins. Le Parti est au travail. Comme vous le mentionnez, un nouveau projet socialiste, coordonné par Michel Charzat, est en cours d'élaboration et des Etats Généraux de la Gauche sont programmés.

Je vous remercie de m'avoir fait parvenir le fascicule rédigé par Marie-Louise Duboin, traitant de l'actualité en matière d'économie distributive."

Un socialisme à visage humain

André Prime a publié sous ce titre une brochure de 40 pages (21 X15 cm) correspondant, avec quelques développements, au texte de la cassette proposée dans nos derniers numéros.

Cette cassette a été enregistrée pour vous dispenser de faire vous-même la "conférence-maison" et lancer le débat lorsqu'ayant réuni quelques amis, vous souhaitez les amener à réfléchir et discuter sur la crise du capitalisme et l'économie distributive.

Son prix franco est de 50 F.

Cassette et brochure ensemble 70 F.

Brochure seule, 20 F. l'exemplaire, 55F. les trois, 85 F. les cinq ou 160 F. les dix.

Envoyez à l'adresse du journal vos commandes et chèques à l'ordre de A. Prime.

IMMIGRATION, EXCLUSION ET INSERTION

Devant les violences qui se produisent dans certaines banlieues-ghettos où tous les éléments sont réunis pour provoquer le mal vivre et la révolte : chômage, oisiveté, absence de moyens de loisirs, d'accueil, d'animation et de formation, les réactions et questions fusent de toutes parts. Quand depuis des décennies, on n'a pas prévu les conséquences de telles concentrations de populations multiraciales et d'exclusions, qui frappent aussi des ressortissants français, il est facile de chercher des boucs émissaires : les municipalités, la police, les commerçants qui tentent de maintenir un minimum d'activités et de vie dans ces quartiers défavorisés, et dont certains, découragés, cambriolés, agressés, finissent par fermer, aggravant ainsi la carence d'activités.

Sur un tel problème de société, un consensus général devrait être recherché. Sur l'immigration d'abord, entre les partisans du seuil de tolérance qui proclament fort justement que la France ne peut accueillir toute la misère du monde, et ceux qui prétendent qu'il faut régulariser la situation de tous les clandestins, et même admettre d'autres immigrés, il faut trancher. Avant de vouloir augmenter le flux migratoire vers la France, peut-être faudrait-il d'abord commencer par régler les problèmes de ceux qui s'y trouvent déjà?

...L'intégration exige des crédits et des moyens matériels et humains importants ce qui suppose des révisions déchirantes pour certains dans les choix budgétaires nationaux...en diminuant progressivement le budget militaire et la part de l'économie consacrée aux fabrications d'armements...

Prétendre qu'on pourra régler les problèmes explosifs sans argent, sans crédits, sans faire les choix budgétaires précédents, ce n'est pas "parler vrai", c'est se moquer du monde, et c'est rester dans une politique laxiste, imprévoyante, qui perpétue les exclusions et les inégalités sociales. Si ces crédits sont accordés, alors seulement on pour-

ra s'engager dans la voie d'une véritable intégration...

On ne peut que constater que c'est dans les familles les plus pauvres que la natalité est la plus forte. L'Etat doit donc engager sur ce point une action d'information des familles concernées afin que les procédés de contraception soient diffusés et expliqués. A partir d'un certain nombre d'enfants, ceux-ci ne peuvent trouver, sauf cas exceptionnels, dans la pauvreté associée aux déficiences parentales, l'environnement et les conditions d'une scolarité et d'un épanouissement normaux. Cela aboutit alors à l'échec scolaire, l'absence de formation, le chômage et la naissance de nouveaux cas sociaux...

Ensuite l'intégration des exclus passe obligatoirement par une formation professionnelle, même limitée... Enfin cette formation doit aboutir à un emploi, ou à un revenu social minimum pour toute personne exclue, et à un logement social pour ceux qui en sont dépourvus...

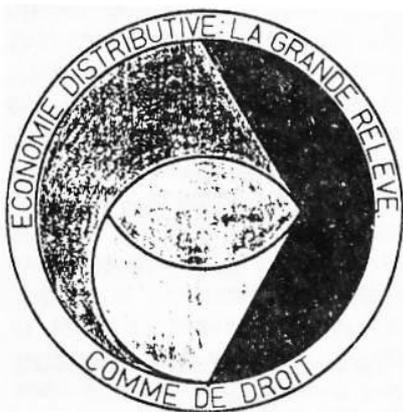
Pour lutter contre l'oisiveté et l'errance de groupes de jeunes, il est évident qu'il faut construire et mettre à leur disposition des activités sportives et culturelles, des locaux d'animation et d'accueil, notamment le soir, voire des foyers pour recueillir les jeunes fugueurs, ou ceux rejetés par leurs parents.

Cela suppose évidemment des crédits de construction...et la création d'emplois d'animateurs, de moniteurs, de formateurs, de psychologues et de personnels spécialisés...Ceci répond, par ailleurs, à ceux qui opposent que la diminution des fabrications d'armements provoquerait des licenciements. La fabrication de biens d'équipement et de développement en direction des pays du tiers-monde, qui ne devraient plus s'endetter pour des achats d'armements, compléterait cette reconversion indispensable vers des emplois plus utiles.

Une autre solution de financement existe : s'orienter vers l'économie distributive...

Léon Gilot

au bon logo



"...TOUTE PERSONNE a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et celui de sa famille."
Article 25 Convention des Droits de l'Homme

proposition N°22

A propos des "Aventures de la liberté"

LES INTELLECTUELS

par René MARLIN

D'après Larousse, les intellectuels sont évidemment les personnes qui s'occupent des choses de l'esprit mais, ajoute le dictionnaire, par goût ou par profession. Nous nous intéresserons surtout ici à ces derniers, les autres n'étant que des amateurs quelquefois autodidactes, fort peu délimités car quel individu dit civilisé n'aurait jamais sollicité un tant soit peu son cerveau ? Même pour les manuels, la réflexion est nécessaire ; il est donc périlleux d'affirmer que l'un est intellectuel et l'autre non.

LES INTELLECTUELS ET LES MÉDIAS

Quoi qu'il en soit, la presse, la radio et la télévision sélectionnent un certain nombre d'hommes et de femmes qu'elles qualifient ainsi. Ce sont en général des journalistes, des professeurs, des universitaires qui se disent philosophes, sociologues, politologues, psychologues, etc... sans que ces professions et ces spécialités soient exclusives les unes des autres. Beaucoup sont très chargés de diplômes et leur érudition est remarquable. Les plus admirables sortent de l'Ecole Normale Supérieure, de l'Ecole Nationale d'Administration et (ou) ont collectionné les Doctorats d'Etat. Ceux qui ont été distingués ainsi disposent en permanence des moyens de diffusion de masse. Leurs livres sont salués dès la parution et font l'objet de promotion en "chaîne" sur tous les médias. Une caste cooptée accapare les rotatives, les micros, les caméras et impose ses vues. Bernard-Henri Lévy est l'un de ces auteurs les plus médiatisés. Dans une série de quatre émissions intitulées "Les aventures de la liberté" (1) il a pu se permettre de refaire l'histoire récente des idées en France. D'après lui, l'influence de l'intellectuel remonte, non pas à la Révolu-

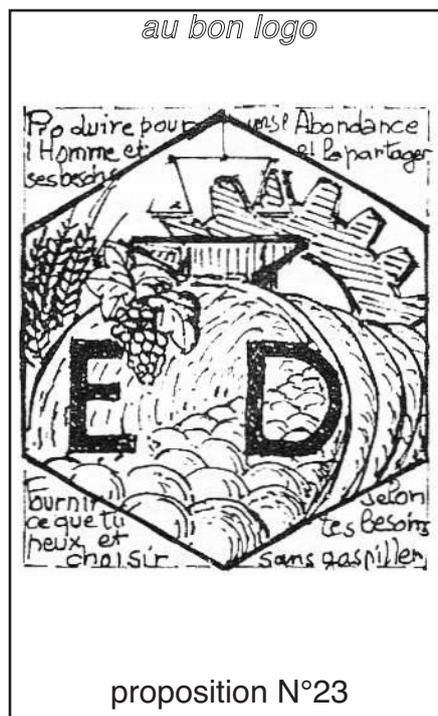
tion de 1789 comme il semble aller de soi, mais à l'affaire Dreyfus. Ainsi c'est Zola qui est mis en vedette plutôt que Diderot, Rousseau et Voltaire ! Cela permet à BHL de distribuer les bonnes et mauvaises notes selon l'antériorité de la position dreyfusarde des penseurs de l'époque. Jaurès est gratifié d'une note moyenne, car il n'avait pas vu, dès l'origine, que Dreyfus était innocent, ce qui pouvait pourtant se comprendre, en l'absence de documents convaincants à ce moment-là. Les bons et les mauvais points sont ainsi attribués aux penseurs des différentes générations, en fonction, bien entendu, des options moins ou plus éloignées de celles de Lévy.

Même s'il est exact que la domination des penseurs marxistes fut néfaste et ridicule, par certains côtés, dans les années d'après-guerre, ce n'est pas une raison pour que le balancier retourne aussi brutalement maintenant vers l'ultra-libé-

ralisme. Les basses flatteries d'Aragon envers Staline, l'égarément de Sartre dans le Maoïsme et de Foucault dans le Pol-potisme n'excusent pas l'encensement actuel des Reagan et des Thatcher. Pour se démarquer du vulgaire, les grands philosophes sont acculés à l'extrémisme jusqu'à justifier le terrorisme maoïste religieux ou impérialiste.

LES INTELLECTUELS ET LA MODE

C'est qu'en effet l'accession et le maintien au rang de vedette de la littérature ou de la philosophie suppose, non seulement un talent de bonimenteur, mais une soumission inconditionnelle à la mode changeante de l'époque. Certains savent se retourner sans choquer et même sans cesser de se mettre en valeur. Malraux passe de compagnon de route des communistes au compagnonnage gaulliste ; Garaudy de l'athéisme marxiste à la religion islamique et Althusser du léninisme au mysticisme délirant. Pendant ce temps, sur un mode plus mineur, Franz Olivier Giesbert monnaye son transfert du *Nouvel Observateur* au *Figaro* et Philippe Tesson migre insensiblement de *Combat* au *Quotidien de Paris*. Les meilleurs sont évidemment ceux qui "évoluent" avec leur journal ou leur hebdomadaire. Serge July fait passer "Libération" du gauchisme à un socialisme libéral de bon aloi. Jean Daniel fait suivre à l'ancien "Observateur" de Claude Bourdet devenu "France Observateur" de Gilles Martinet une trajectoire identique vers le "Nouvel Observateur". Il convient de se demander si les lecteurs se rendent compte de ces changements ? Leur propre pensée suit-elle, accompagne-t-elle ou précède-t-elle ce qu'ils lisent ? Serge July n'est pas le seul soixante-huitard reconverti. Des carrières



plus ou moins prestigieuses ont été réussies par nombre de ses camarades comme Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, Alain Geismar, Jacques Sauvageot, etc... (2) S'il est vrai que seuls les imbéciles ne changent pas d'avis, il convient de changer dans le bon sens si l'on désire parvenir à de brillantes situations. Les bourgeois le savent bien qui admettent que leur progéniture soit à gauche dans les jeunes années pour se ranger bien à droite, du côté du portefeuille, plus tard. C'est bien ce que nous venons d'observer. Il est vrai que nous sommes restés, pour le moment, dans un domaine, celui des idées générales, où les révolutionnaires de 68 ne pouvaient pas être bien dangereux. La "révolution" ne concernait que les moeurs, où leur apport n'a pas été négligeable, mais il n'était pas question de toucher au domaine, beaucoup plus délicat, des institutions politiques et encore moins à l'essentiel : l'économie. Tout de même, ces girouettes, trop sensibles au sens du vent, restent à notre avis, très peu fiables lorsqu'il s'agit d'indiquer la bonne direction à suivre pour le futur.

LES INTELLECTUELS ET L'ERREUR

Il faut "publier" pour se mettre en valeur, surtout chez les universitaires où la valeur se mesure encore au poids de papier diffusé. La production parlée ou écrite de ces stakhanovistes de la pensée est tellement forte qu'il serait bien étonnant qu'elle demeure égale et toujours convaincante. Mais le nombre d'idées au kilomètre de ligne est relativement faible. Si par hasard le texte est compréhensible, vous vous apercevez vite, soit que la conclusion est tout à fait banale, soit qu'elle est très contestable. L'emploi de néologismes et de mots rares est la coquetterie des intellectuels ; ils se reconnaissent à cela, surtout dans l'écrit. Le moi subliminal le dispute au moi conscient, l'hémaniopsie à la prosopagnosie et la polysémie à la systémique. Le style pontifiant et suffisant est de rigueur. Il faudrait un nouveau Molière pour stigmatiser ce jargon abstrait

et prétentieux. Si vous ne connaissez pas la signification de ces termes, faites comme tout un chacun, consultez le dictionnaire. Pendant ce temps, le texte se déroule et votre esprit critique est pris en défaut, si bien que le raisonnement a pu dévier. Il suffit d'une proposition fautive pour que l'ensemble soit erroné. Peu importe, l'effet du paradoxe brillant est atteint : le lecteur interloqué peut être ferré. De quoi se mêle-t-il aussi ? Les intellectuels vivent en cercle fermé ; les intrus sont éliminés, c'est tout juste si l'on ne leur demanderait pas leurs papiers parcheminés à l'entrée. Michel Serres, historien de la pensée scientifique, reconnaissait, dernièrement, à la télévision, qu'il lui

fallait affronter la réprobation de ses pairs pour participer à des émissions publiques. La vulgarisation intelligente des sciences ? Quelle horreur ! Oui, au temps de la démocratisation du savoir, la classe intellectuelle en est encore là. Cette mauvaise habitude n'est d'ailleurs pas étrangère aux erreurs commises par nos érudits. Bernard-Henri Lévy en dressait la liste étonnante dans la série précitée. Pris dans les tendances de leur temps, ses semblables n'ont pas voulu voir que la dictature stalinienne menait au goulag avec les conséquences néfastes que l'on voit se développer actuellement sur l'humanité progressiste. De même beaucoup refusent de tenir compte, autant qu'il le faut

bloc-notes

associations

G.S.E.D.

*Groupe des Salariés
pour l'Economie Distributive*
11, rue St Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

EDEN

*Equipes pour la Diffusion
d'une Economie Nouvelle*
2, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

LI A CO FA

Liaison et action contre la faim
4, square du Nouveau Belleville
75020 PARIS

UNION PACIFISTE

4, rue L. Hoche
92100 BOULOGNE

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor Duruy
75015 PARIS

COMBAT NATURE

route des Piles
24750 PERIGUEUX

CLUB DE L'AN 2000

*Cercle de Réflexion pour une
nouvelle citoyenneté et une
nouvelle économie*
contact : L.Gilot
12/59 rue de Belfort
92110 CLICHY

revues

TRANSVERSALES

29, rue Marsoulan
75012 PARIS

L'HOMME LIBRE

BP.205
42005 SAINT-ETIENNE

LA LUCARNE

11, rue du Monnel
7500 TOURNAI Belgique

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
1328 OHAIN Belgique

INFOR VIE SAINE

127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION Belgique

AGIR ICI

POUR UN MONDE SOLIDAIRE
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

FRAGMENTS

*Lettre mensuelle Alternative
de recherche créditiste*
5, passage Fontaine del Saulx
59800 LILLE

drait, des menaces engendrées par l'apologie de la concurrence et de la compétition qui mène tout droit l'humanité à l'apocalypse.

Au lieu de se comporter comme des physiciens qui prétendraient appliquer la seule mécanique théorique sans tenir compte des frottements, pourtant essentiels à la compréhension des phénomènes, les penseurs feraient bien de se "frotter" aux réalités du monde. Les remises en cause permanentes, les plus larges possibles, avec le souci de ne rien omettre, leur éviterait, comme à nous-mêmes qui risquons d'en être les victimes, de graves déconvenues. Descartes est-il si démodé ? Dans le dernier numéro de "Transversales Science-Culture" (3), Anne Brigitte Kern relève cette phrase d'Edgar Morin : "... il s'agit de s'exercer à une pensée capable de traiter avec le réel, de dialoguer avec lui, de négocier avec lui..." Et elle ajoute : "... C'est la voie difficile, car c'est aller au rebours. Le réel ne se donne pas à la pensée, il n'est pas à prendre ni à rejeter. Nous avons à changer de position envers le réel car nous ne lui sommes pas extérieurs en tant que nous l'observons." L'on voit bien que cette démarche, pourtant naturelle nous semble-t-il, n'est pas habituelle...

LES INTELLECTUELS ET LA RESPONSABILITÉ

C'est qu'en effet, les intellectuels fort écoutés par l'opinion, le sont aussi par les politiciens. Leur responsabilité autant et peut-être plus que celle des scientifiques n'est pas mince. Ils ne l'assument pas toujours

BHL dénonce évidemment le collaborateur Robert Brasillach, mais l'on sent qu'il ne s'agit pas d'un criminel ordinaire. Pensez donc un romancier si admirable... Régis Debray arrêté par les autorités boliviennes dans le maquis du Che Guevara, n'est pas un maquisard commun. Un bourgeois égaré provisoirement dans le gauchisme ; péché de jeunesse ! Pensez donc un si bon fils de famille celui de Jeanine Alexandre Debray, conseillère municipale de droite parisienne ! L'on pourrait croire pourtant que la

Nous venons d'apprendre le décès de notre ami

FÉLIX LÉVY

architecte DPLG et Chevalier de la légion d'Honneur, qui nous quitte à l'âge de 84 ans.

Disciple de longue date de Jacques DUBOIN, il a vu plusieurs de ses articles publiés dans *le Monde* et écrivait périodiquement dans la Grande Relève. Militant notamment aux côtés de Maurice Laudrain, il avait cherché à promouvoir le "Parti pour la Sixième République".

Toute l'équipe de la Grande Relève présente à sa veuve ses bien sincères condoléances en l'assurant de toute sa sympathie.

M-L D.

réflexion précédant l'action et la conditionnant, le penseur devrait être le premier sujet de la gloire comme de la réprobation des événements qu'il suscite...

Le conflit du Golfe n'en finit pas de provoquer, à juste titre, la réflexion des intellectuels et des politiques. Le 17 mars, dans son fief du Grand Quévilly, Laurent Fabius a appelé les socialistes à "tirer les leçons idéologiques" de cette guerre. Ce n'est plus l'idéologie qui montre le chemin à suivre, peut-être vers la paix ? mais c'est le conflit armé, considéré comme a priori inévitable et indiscutable, qui permet d'élaborer une nouvelle idéologie ! Curieuse logique.

Certains ont d'ailleurs décrété la fin des idéologies ! Mais n'est-ce point déjà de l'idéologie que de professer une telle croyance ?

Dans "Le Monde" du 19 mars 1991, Edgar Morin déjà cité et Cornélius Castoriadis, tous deux intellectuels en renom, dialoguent sur les événements "entre le vide occidental et le mythe arabe". De cette fort intéressante confrontation historique et sociologique sur les rapports de la psychologie des foules avec les religions, retenons que les deux interlocuteurs ignorent superbement, comme nombre d'érudits, les aspects économiques des faits. C'est pourquoi nous ferons peut-

être nôtre la conclusion très nuancée d'un autre article du Monde du même jour "Les économistes et la guerre" signé Jacques Fontanel et Ron Smith (4).

"... La guerre est souvent synonyme de transformations profondes de la société. Elle n'a pas de fondement exclusivement économique, elle est inscrite dans la lutte pour le pouvoir ou les convictions religieuses ou idéologiques. Les conflits ne s'arrêtent pas à la production d'armes. Ils s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles. La guerre dépasse l'économie, mais celle-ci reste une des causes majeures des conflits armés..."

Et pourtant, comme l'affirme Bernard Maris (5), un expert : "... L'un des fondements de la science économique est son irresponsabilité..."

N'en est-il pas de même de la réflexion des intellectuels ?

(1) Diffusées sur A2 les 13, 20, 27 mars et 3 avril 1991. Le livre correspondant a été édité par Grasset (1991)

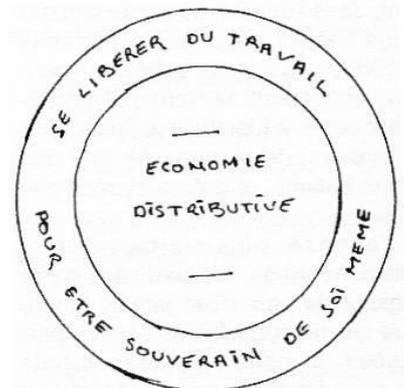
(2) Lire à ce sujet "Génération" de Hervé Hamon et Patrick Rotman. Editions du Seuil (1987)

(3) Mars-Avril 1991. Voir notre bloc-notes.

(4) Professeurs respectivement à la Faculté des Sciences Economiques de Grenoble et au Birkbeck College de l'Université de Londres.

(5) Dans "Des économistes au-dessus de tout soupçon ou la grande mascarade des prédictions" Editions Albin Michel (1990). Voir GR n° 895.

au bon logo



proposition N°24

L'OPINION

FACE A LA CRISE DU GOLFE

par Pierre HERDNER
Logique de guerre
et logique de paix

Les crises graves sont toujours un bon révélateur des tendances de l'opinion.

Dès le début de la crise, on a vu, en gros, deux camps s'affronter : deux options opposées, dites logique de guerre et logique de paix. Quitte à schématiser un peu, j'évoquerai de préférence les représentants les plus caractéristiques de ces deux tendances.

On se rappellera que le penchant pour les méthodes de force va généralement de pair avec une vision simplificatrice des événements internationaux qui est le propre du nationalisme. Ainsi les deux logiques sont-elles conditionnées en grande partie par deux analyses différentes des situations et des responsabilités. Les uns ne s'appuient que sur un nombre restreint de données, tandis que les autres s'efforcent de tenir compte de tous les faits. Et il s'agit bien de deux logiques.

Chez les partisans de la logique de guerre, cette vision étroite des événements, entretenue par la partialité des médias, s'est conjuguée avec la tendance à un manichéisme superficiel. Ils se sont "braqués" sur l'homme à abattre. Certes, Saddam Hussein est un être particulièrement odieux, mais les causes du drame constituent un ensemble autrement complexe... Nous avons pu observer, par ailleurs, à quel point persistent, dans l'opinion courante comme dans l'esprit de certains hommes politiques, les vieux schémas mentaux concernant la "fermeté" (systématiquement identifiée à l'usage de la force ou de la menace), le "pacifisme bêlant", et autres stéréotypes (1).

A l'opposé, plus clairvoyants et mieux informés, les partisans de la logique de paix n'ont jamais ignoré que les responsabilités étaient par-

tagées. Et nous connaissons tous ce qui a été bien souvent répété tant sur les causes lointaines qui ont fait de cette région une poudrière (responsabilité de l'Angleterre et de la France) que sur le rôle des Etats-Unis dans la crise. Ce que je voudrais seulement souligner, c'est que bien des voix particulièrement autorisées se sont élevées pour déplorer la décision prise par George Bush de substituer à la politique de l'embargo et du blocus celle de l'ultimatum (2).

Notre propre analyse

Notre manière de voir est d'accord avec cette vision "équilibrée" des responsabilités, mais nous sommes en mesure, en insistant sur un aspect des choses qui est trop souvent oublié, de la préciser et de l'approfondir. En amont et au-delà des actes individuels, il faut mettre en lumière le rôle moins visible de causes plus ou moins occultes mais singulièrement efficaces. Je veux parler du complexe militaro-industriel, dont la notion commence à se répandre (3). Lié à toutes les formes d'impérialisme, il met bien en évidence l'association des deux forces capitales dont l'action se conjugue pour engendrer la guerre : d'une part, le nationalisme avec sa politique de "défense", de l'autre, l'avidité des oligarchies économiques à la recherche de débouchés rémunérateurs.

Il s'ensuit que notre jugement, s'il doit être équitable, ne peut être exactement "équilibré" et l'on voit bien de quel côté penche la balance. Car les forces qui agissent au sein du complexe militaro-industriel se trouvent à la fois à l'arrière-plan des actes des Occidentaux et en amont de la puissance militaire que la vente des armes a assurée à l'Irak.

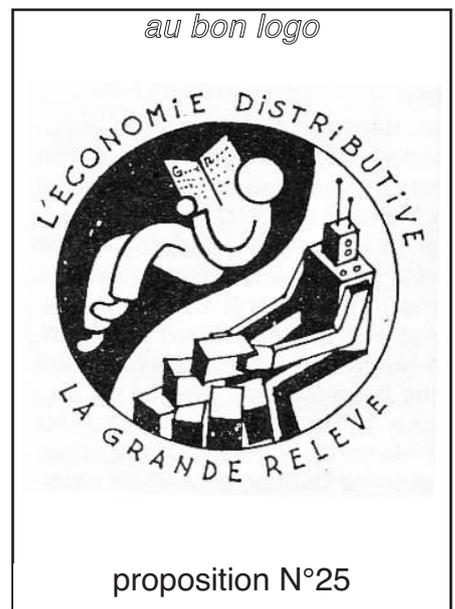
Après la victoire de la coalition

Le nombre de ceux qui approuvaient la politique du gouvernement avait subitement grandi à l'approche de la date fatale, alors qu'on aurait pu s'attendre au contraire. Après

l'écrasement de l'Irak, ils triomphent, croyant que la victoire "rapide, décisive et juste" (G. Bush dixit) remportée par la coalition donne tort aux pacifistes. Là encore, leur vision des choses est trop étroite, en ce qui concerne cette fois les conséquences de la guerre. De parti pris, ils ferment les yeux sur les aspects négatifs de la situation actuelle. A cela s'ajoute l'archaïsme de leurs jugements de valeur : les morts ne pèsent pas lourd quand ils se trouvent dans le camp opposé. Les éloges dithyrambiques que certains adressent au président américain ne témoignent pas de beaucoup de clairvoyance (4).

Le tableau est-il si brillant ? Le nombre de victimes innocentes est immense. Le martyr des peuples irakien et koweïtien est loin d'être achevé. Quelques sources d'inquiétude ont disparu, mais la guerre a créé une foule de nouveaux problèmes, politiques, économiques, techniques et humains. D'ailleurs, quand même la situation serait bien meilleure qu'auparavant, et toute question d'éthique mise à part, nous ne pourrions être reconnaissants à ceux qui, après avoir contribué par leur politique à la genèse du drame, se vantent d'avoir pu, grâce à la même logique de guerre, y apporter un remède efficace (5).

Victoire des armes, défaite de



l'esprit. Comment ceux qui ont lutté en vain contre la guerre n'en éprouveraient-ils pas quelque découragement ?

(suite page suivante)
(suite de la page précédente)

Perspectives

On peut espérer que leurs idées retrouveront peu à peu, auprès d'un public mieux informé, quelque crédibilité. Nous ne pouvons qu'approuver divers projets élaborés par les gouvernements au lendemain de la victoire, tels que conférences internationales, envoi possible de casques bleus dans certains territoires, contrôle de commerce des armes. Mais leurs chances de succès seraient accrues, et les risques de déviation écartés, si un véritable esprit de paix leur apportait, comme dirait Bergson, un "supplément d'âme".

En effet, pour plusieurs raisons, nous faisons des réserves sur l'efficacité de ces projets. Tant que les haines que la guerre a exacerbées seront vivaces, le climat sera peu favorable. Des résistances se font jour dans une partie des pays concernés. Le rôle que l'ONU est apte à jouer dans l'avenir est diversement apprécié : beaucoup pensent qu'elle vient de rehausser son prestige, mais selon d'autres elle sort affaiblie de cette épreuve (6).

Le plus grave, c'est que la politique des gouvernements reste fortement imprégnée par cette logique de guerre, qui est une logique de puissance. C'est dans la mesure, pensent-on, où un Etat dispose de la puissance militaire qu'il peut contribuer efficacement au triomphe du droit.

Les Etats-Unis, "leader du monde libre", sont avant tout préoccupés de rester l'unique superpuissance. La France songe au "rang" qu'elle doit maintenir et que lui garantit son rôle dans la coalition (7). Et chaque gouvernement estime que sa participation à la guerre lui donne le droit de contribuer au règlement des problèmes de la paix.

On pourra croire à la naissance d'un "nouvel ordre mondial" quand un autre esprit se sera substitué aux anciennes idéologies, quand on comprendra que toutes les nations (gouvernants et gouvernés) ont un droit égal à faire entendre leur voix,

et que c'est la valeur humaine de leurs projets qui doit leur permettre de peser sur les événements.

Cela implique une lente maturation des individus et des sociétés. Le rôle des mouvements "d'avant-garde" est d'y contribuer.

(1) Fort mal renseigné sur le pacifisme, le grand public croit généralement qu'il se borne au refus de la guerre ; il en ignore l'aspect positif, dynamique et créateur.

(2) "N'en déplaise aux va-t-en-guerre, écrit Claude Julien dans le Monde Diplomatique de mars 1991, le blocus marche à plein". Et il se réfère en note à un article du sénateur américain Sam Nunn, président de la commission des forces armées du Sénat, paru dans International Herald Tribune (12-13 janvier 91). Selon M. Cheysson (déclaration faite à la Radio, sauf erreur le 11 janvier), "personne n'a contesté que l'application prolongée de l'embargo aboutirait à l'étouffement" de l'Irak.

(3) On pourra consulter à ce sujet Pierre Marion "Le pouvoir sans visage. Le complexe militaro-industriel" (Calmann-

Lévy). Ce livre a été analysé dans "Union Pacifiste" de juin 1990.

(4) Tels sont les articles de Jean d'Ormesson et de Pierre Lellouche, dans le Figaro du premier mars. Le premier éprouve pour ces Américains que l'on a tendance à dénigrer "de l'admiration et de la reconnaissance", et exalte l'oeuvre accomplie par G. Bush, "aujourd'hui l'homme le plus puissant du monde", qui "a rendu, à nouveau et de loin, le premier rang à son pays". Le second accuse à la légère les "avocats de la paix à tout prix" d'avoir voulu "défendre une mauvaise cause avec des arguments spécieux" (!) ; il pense que "cette victoire du droit offre toutes sortes de potentialités à la communauté internationale dans son ensemble". Et il termine, enthousiaste, sur ces mots : "Bravo, mister Bush !".

(5) On pourrait rapprocher ce procédé de la mauvaise plaisanterie qui consiste à faire un croc-en-jambe à une personne, puis, quand celle-ci perd l'équilibre, à la retenir en lui disant : "heureusement que j'étais là, sans moi tu allais tomber".

(6) Dans l'article cité plus haut, Claude Julien écrit que les Nations Unies ont été "affaiblies par la décision de placer les forces de la coalition sous contrôle opérationnel des Etats-Unis, et non pas sous l'autorité du comité d'état-major de l'ONU, comme le prévoit l'article 47 de la Charte". Il ajoute que "pour avoir, par le Conseil de Sécurité, autorisé une action dont elle n'a pas eu la maîtrise, l'ONU sort amoindrie de cette crise qui aurait dû renforcer son influence".

(7) C'est ainsi qu'Alain Minc se félicite de la présence de la France dans le Golfe, qui lui permet de sauvegarder son rôle diplomatique (7 sur 7, 17 février). Mieux inspirés sont ceux qui estiment, comme J.P. Chevènement,

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ

H. Richou 30 - F. Bosse 200 - Ed. Chauvin 90 - P. Béné 45 - R. Prouteau 40 - Mme Pluyaud 90 - Guimbretière 90 - R. Anis 90 - R. Savart 95 - J. Bonnamy 70 - M. Rebière 45 - R. Varin 40 - J. Bigot 90 - Mme Lahens 300 - J. Rival de Rouville 45 - L. Guerry 40 - Mme Massat 390 - Oudin 40 - A. Bellido 45 - A. Dantan 40 - J. Nantet 90 - F. Patino 90 - Deguillerm 55 - Castille 10 - Mme Casanova 45 - Ch. Coulon 150 - G. Cribier 10 - G. Bataille 200 - P. Botte 845 - G. Beaux 90 - Mme Robier-Allain 100 - L. Poyet 100 - Descalbe 90 - L. Collet 90 - A. Villégier 90 - C. Beun 45 - Mle Tissier 45.

Total 4.060 francs

Merci à tous!

CONTACTS

J.P. Chaussidon,
2, rue de la Chappe
18000 Bourges
désirerait entrer en contact avec
des abonnés du Cher.

Marcel Phélipot,
29, rue Dupont des Loges
35000 Rennes
aimerait rencontrer des abonnés
de la région.

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce XX^{ème} siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa sur-

vie, l'être humain était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques.

Le pouvoir d'achat ne pouvant plus être mesuré par la durée d'un travail accompli, il faut imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à ce que les robots doivent fabriquer pour tous.

Parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. La course au profit des uns, la lutte des autres pour leur survie, **font courir à notre environnement des risques majeurs**, alors que le fossé se creuse entre les riches qui s'enrichissent, et les pauvres qui s'appauvrissent.

La misère grandit en ce monde au moment où s'ouvre l'ère de l'abondance ! Ce monde absurde

où l'on dépense plus de 10 millions de francs **chaque minute** pour la guerre, mais où on ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de souffrir de malnutrition !

Nous sommes placés à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société à cette brutale transformation. **Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de tous les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.**

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été proposés par J. Duboin sous le nom de :

L'économie distributive

Mettre l'économie au service des gens et non plus l'inverse, adopter et suivre une saine politique de gestion des ressources, cela n'est pas possible tant que la monnaie (le "sang de l'économie") permet la spéculation et tant que la création de cette monnaie ex-nihilo reste le privilège exercé par les banques avec leur intérêt pour objectif.

La première et radicale transformation nécessaire est donc celle de **LA MONNAIE : la monnaie distributive n'est pas thésaurisable et elle ne circule pas.** C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un billet de train) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. Elle est créée proportionnellement à la production : il y a équilibre entre revenus distribués et montant des richesses disponibles.

LE TRAVAIL : Même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois **un devoir**, celui de participer, et **un droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

LES REVENUS : Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant

régulièrement son **REVENU DE CITOYEN** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort: tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi **un être économiquement indépendant.** C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

LES INVESTISSEMENTS, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production.

Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins.**

La compétitivité fait place à la convivialité.